

L'Étincelle

Pour la construction d'un parti des travailleurs communiste et révolutionnaire



Lundi 8 janvier 2018

Les millionnaires au pouvoir

Muriel Pénicaud, ministre du Travail, a de quoi se féliciter des premiers mois de Macron : pour elle, la suppression de l'impôt sur la fortune, ce seront 49 000 € économisés en 2018. Pour les autres ministres millionnaires (ils sont douze en tout), l'année doit bien commencer aussi.

Bonne année les riches !

Que les gouvernements gouvernent pour les riches, ce n'est pas nouveau. Mais celui-là ne cherche même pas à s'en cacher.

Au classement du niveau de vie des 1 % les plus riches dans l'Union européenne, la France est deuxième derrière la Norvège. Au classement mondial des milliardaires de Bloomberg, le français Bernard Arnault arrive 6^e, avec une fortune de plus de 60 milliards de dollars (soit 20 milliards de plus que l'année précédente). Les « experts » parlent de 2017 comme d'une « belle année boursière », riche en dividendes et profits.

Et pour assister les riches, il faut bien prendre aux pauvres. La hausse de la CSG, en ce début 2018, va signifier une substantielle perte de revenus pour de nombreux retraités. Les tarifs du gaz grimpent : 7 % de hausse. Même le prix des timbres s'envole (de 4,7 %). Le Smic, pas du tout : sa hausse au 1^{er} janvier est de 18 € brut par mois, c'est-à-dire 1,24 % seulement.

Faciliter les licenciements, s'en prendre aux chômeurs

Cela va de pair avec toutes les attaques contre les travailleurs mises en œuvre par Macron. Les mesures des ordonnances travail visent, entre autres, à rendre les licenciements plus faciles, à bon marché, pour le plus grand profit des actionnaires. Jusqu'à inventer les « ruptures conventionnelles collectives » qui, d'après la ministre Pénicaud (ancienne DRH de Danone), auraient le mérite d'éviter le « traumatisme du licenciement ». Autant dire qu'il s'agit d'un moyen pour les patrons de se débarrasser de salariés et à moindres frais.

En même temps, le gouvernement prépare une

réforme de l'assurance chômage pour soumettre les demandeurs d'emplois à plus de contrôles et les contraindre à accepter n'importe quel emploi. Une façon d'exercer une pression supplémentaire à la baisse sur les salaires.

Haro sur les plus pauvres !

Les plus vulnérables ne sont pas du tout épargnés par le gouvernement. Plus personne à la rue avant la fin 2017, avait promis Macron en juillet. Une promesse restée sans lendemain, comme l'ont rappelé avec force les associations à la fin de l'année écoulée. Le ministre Christophe Castaner n'a pas hésité à rendre les SDF responsables de rester à la rue, car « ils refuseraient d'être hébergés ». « Ça suffit, maintenant », lui a répondu la Fondation Abbé Pierre.

Les migrants sont aussi une cible du gouvernement. Au harcèlement policier permanent et aux procès contre ceux qui viennent en aide aux migrants, se rajoute un projet de loi en préparation durcissant encore les conditions d'accès au droit d'asile et multipliant les possibilités d'expulsions. Au point que Christian Estrosi, le maire LR de Nice et ancien ministre de Sarkozy, a affirmé que, sur cette question, la droite n'était jamais allée aussi loin que Macron.

Nos vœux pour 2018

Puisque c'est la période des bonnes résolutions, en voici une pour 2018. Celle de préparer la riposte du monde du travail. D'être aussi fermes dans la défense de nos intérêts de travailleurs que Macron et son équipe l'est pour ceux des patrons et des riches.

Il y a cinquante ans, en mai 1968, la grève générale faisait trembler De Gaulle. Il y a encore plus de raisons de se battre en 2018 !

Pour nous ce sera Non-Non

La direction diffuse en ligne sur l'intranet une série de vidéos qu'elle appelle « ma vie sur les futurs sites ».

On a déjà eu droit à Oui-oui à la machine café, Oui-oui à la banque SBE, d'autres épisodes vont suivre Oui-Oui au support au poste, à la conciergerie, au vente voiture.

Bien sûr rien sur les vraies conditions de travail futures : aménagement de bureaux au chausse-pieds, self sous-dimensionné, temps de transport rallongés, etc.

Pour nous ce sera plutôt vie ma vie à La Garenne. Nous ne sommes pas les béni-oui-oui pour lesquels la direction nous prend.

Les bons vœux de PSA

Aujourd'hui PSA, par la voix d'Opel a annoncé augmenter le nombre de suppression d'emploi à Vauxhall sur le site d'Ellesmere Port, de 400 il passe à 650, environ 40% d'augmentation. Elle prétend parier sur des départs volontaires mais dans une région où le chômage approche les 7 % on demande à voir.

En Angleterre, comme en France à l'époque du DAEC, le forçariat sera à l'œuvre. Avec un résultat identique à la RCC (rupture conventionnelle de contrat) que PSA veut mettre en place : augmenter la charge de travail de ceux qui restent.

Les patrons utilisent les mêmes procédés par delà les frontières. À nous de rappeler que les travailleurs n'ont pas de patrie.

De Liverpool à Poissy en passant par Russeinhelm on a les mêmes patrons et les mêmes combats à mener.

Les annonces au rabais

PSA annonce le recrutement de 600 intérimaires sur le site de Sevelnord où sont produits les utilitaires.

PSA joue encore à fond la carte de la précarité après avoir sabré les effectifs en CDI et imposé la mobilité des salariés sur les usines de la région (Françaises des Mécaniques et Valenciennes).

PSA a largement les moyens d'embaucher en CDI mais cela elle ne l'acceptera que si les salariés le lui imposent.

Partage du temps de travail

L'usine de Sochaux va passer la barre des 500 000 voitures en 2018. Un record depuis les années 1970, alors même que l'usine comptait 35 000 CDI contre 8 500 aujourd'hui.

Cette augmentation a été préparée par PSA qui a constitué une équipe VSD en septembre en embauchant 1 500... intérimaires. La pression à la cadence est telle qu'un ouvrier se plaignant d'une douleur au bras a été renvoyé à la chaîne par l'infirmerie avant d'y mourir d'une crise cardiaque le mois dernier.

Moins de salariés pour plus de bagnoles, c'est ça le calcul. Le notre ce serait plutôt plus de salariés pour moins de boulot. Avec la même productivité et 35 000

ouvriers, y'aurait de quoi travailler 11 heures par semaine.

Rupture Conventionnelle Collective (RCC) : mode de suppression d'emploi

A peine entrée en vigueur, le 1^{er} janvier 2018, les RCC ont un franc succès : Pimkie et PSA comptent déjà y recourir pour se débarrasser de nombreux salariés. Cette nouvelle arme des patrons, introduite par la loi Travail, leur permet de supprimer des centaines d'emplois sans avoir à justifier d'une raison économique, à élaborer un plan social, ni à proposer des reclassements. Bref, sous couverts de « volontariat », ce sont des licenciements à bas prix, par des entreprises qui font des milliards de bénéfices.

Contre la sous-traitance la lutte est possible !

Depuis le 19 octobre les femmes de chambre de l'Holiday Inn de Clichy sont en grève contre le leader mondial de l'hôtellerie. Bien qu'elles travaillent sous les ordres de l'hôtel, leur employeur officiel est le sous-traitant Héméra. Cette externalisation permet de leur demander de faire les chambres trois fois plus vite que la moyenne des autres hôtels quatre étoiles et de finir sur leur temps personnel. Elles revendiquent l'emploi en CDI pour tous et toutes chez Holiday Inn et le paiement des heures supplémentaires.

En Iran, la colère s'accumule

L'Iran connaît une vague de manifestations depuis le 28 décembre. Plusieurs nuits consécutives, des dizaines de milliers de personnes ont pris la rue pour protester contre la vie chère, le chômage et la classe dirigeante qui accapare toutes les richesses. L'amélioration des conditions de vie, promise par le régime lors de l'accord sur le nucléaire de 2015, n'a pas eu lieu... sauf pour les plus riches. « *Alors que les gens mendient, les mollahs agissent comme des dieux* », scandent les manifestants. Un mouvement profond, qui semble tenir malgré la répression et les contre-manifestations organisées par le pouvoir.

Macron/Erdogan... « Partenaires »

Il y a deux semaines, le président turc passait un décret donnant le permis de tuer à quiconque agirait au nom de « l'anti-terrorisme », dans un contexte où tout opposant est aujourd'hui considéré comme terroriste par le régime. Cela n'a pas refroidi Macron qui a annoncé, lors de la visite d'Erdogan à Paris vendredi dernier, souhaiter établir un « partenariat » avec le dictateur, comme l'atteste un premier contrat d'étude militaire.

Au sujet des privations de liberté en Turquie, sans même les dénoncer, Macron n'a évoqué qu'un « désaccord » sur la « *vision [...] des libertés individuelles* », allant jusqu'à parler de « *malentendus* » dans certains cas !